

Trade and Development Board

Item 2(b)

**Les politiques industrielles et les politiques de renforcement des capacités productives
au service de l'économie numérique**

Monday, 4 June 3.00-6.00 p.m.

Ms. Isabelle Durant, Deputy Secretary General - Speaking points:

Good afternoon and welcome to each one of you – I will deliver the opening remarks in French so you can use the interpretation. Thank you.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Chers panélistes et experts du commerce et du développement,

Chers Collègues,

J'aimerais vous souhaiter à tous une chaleureuse bienvenue dans cette salle et ici au Palais des Nations pour notre Conseil du Commerce et du Développement.

Lors de la semaine de l'e-commerce en avril dernier, nous avons déjà beaucoup débattu et avancé sur les défis que posent la révolution digitale pour chacun de vos pays. Mais c'est la première fois, depuis longtemps, que ce Conseil s'intéresse spécifiquement à la question de l'économie numérique.

Cela montre, je pense, que les Etats Membres, que vous, avez perçu à quel point cette question était centrale pour la croissance future et pour l'Agenda 2030.

L'expansion sans précédent des technologies numériques a révolutionné nos sociétés c'est un fait.

De manière plus spécifique et pour le débat qui va nous occuper cette après-midi, cette révolution a fait, et fait, évoluer très rapidement l'environnement socio-économique, notamment les procédés de production, les structures industrielles, les échanges commerciaux et la concurrence.

Nous le savons, vous le savez, les pays sont loin d'être tous préparés à l'économie numérique et n'ont donc pas tous les mêmes chances d'en tirer avantage.

Le simple fait qu'aujourd'hui encore, plus de la moitié du monde est encore 'off line' comme on dit, est en soi un signal d'alerte.

Et je pense même que ceux qui s'y pensent préparés, et en tirent en effet profit, doivent rester vigilant face aux questions éthiques et légales que le monde digitale pose.

Ce qui est certain c'est qu'il faut une approche décisionnelle qui soit globale, qui couvre notamment les politiques en matière d'infrastructure, d'entrepreneuriat, d'innovation, de concurrence, de formation professionnelle, de commerce et d'investissement, ainsi que les cadres juridiques et réglementaires pertinents.

Le défi est donc complexe, sans précédent mais intéressant et potentiellement très fort pour le développement de tous, ce qui à la CNUCED retient notre attention au quotidien.

Compte tenu des nombreuses opportunités, mais aussi des risques qui l'accompagnent, les panélistes ce matin vont s'intéresser aux mesures et aux politiques que les pays devraient prendre pour rattraper leur retard et mettre le numérique, y compris le commerce électronique et les technologies de la quatrième révolution industrielle, au service du développement.

Nous le savons, le commerce électronique aide réellement et concrètement des petites compagnies et de petits entrepreneurs dans les pays développés à se connecter plus facilement aux marchés globaux.

Nous savons aussi qu'il est un outil d'émancipation des femmes entrepreneurs. On peut même penser que des petites sociétés dans les pays en développement, si elles ont suffisamment de connectivité, pourraient également accéder aux services cloud et obtenir du financement via du 'crowd funding' sur les plateformes digitales par exemple.

Malheureusement, le soutien actuel pour précisément la dimension développement de l'économie digitale est insatisfaisant.

Le pourcentage réservé aux TIC (ICT) dans le total de l'aide au commerce est passé de 3% entre 2002-2005 à 1,2% en 2015.

Nous devons donc agir et l'une des manières de le faire est d'utiliser les connaissances acquises et les partenariats développés par le programme de la CNUCED eTrade for all.

La CNUCED est en effet pionnière dans le travail sur la dimension développement de l'économie digitale. Notre expertise se traduit dans notre travail analytique solide compilé dans le Rapport sur l'Economie de l'Information, elle est débattue et partagée lors de la semaine de l'e-commerce (et à la demande des Etats membres, nous allons d'ailleurs organiser une semaine de l'e-Commerce en Afrique et pour l'Afrique).

Nous facilitons le travail intergouvernemental sur la question via la CSTD ou via le Groupe Intergouvernemental d'Experts. Et enfin nous offrons de l'assistance technique et nous avons notre initiative eTrade for All qui, précisément, s'attelle à renforcer la capacité des pays en développement à utiliser et bénéficier du commerce en ligne.

Nous le voyons Mesdames et Messieurs, Amis du développement, le chantier est immense mais le travail est déjà bien réel et cette après-midi nous allons, je l'espère, faire un pas de plus pour que l'économie numérique serve le développement.

Comment ?

Les panelistes se demanderont comment les modèles d'investissement des entreprises du secteur numérique sont en train de changer la donne et quelles seront les conséquences de cette évolution toute récente pour le monde du travail de demain.

Ils mettront en relation les infrastructures matérielles et les infrastructures numériques, et les capacités productives et les chaînes de valeur.

Nous entendrons également cette après-midi des pistes, que j'espère concrètes, sur la manière de combler les fossés numériques, de rendre les petites entreprises compétitives dans l'économie numérique, de développer les compétences numériques, d'adapter les cadres juridiques et réglementaires, et de renforcer l'appui aux pays en développement.

Je me réjouis de ces éclairages et vous remercie de votre attention.